

L'ENTRETIEN

de **Martin Simard** avec

Juan-Luis Klein

Professeur titulaire au département
de géographie UQAM et membre du Centre de recherche
sur les innovations sociales (CRISES)

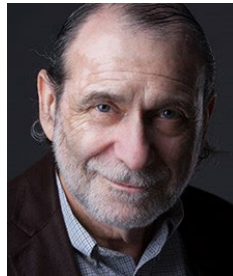


Photo : UQAM

Juan-Luis Klein, docteur en géographie économique, est directeur et professeur titulaire au Département de géographie de l'Université du Québec à Montréal ainsi que membre régulier du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Il a fui le Chili après le coup d'État qui a mené au pouvoir Augusto Pinochet en 1973, puis s'est installé au Québec en 1974. Ses enseignements et travaux portent sur la géographie socioéconomique, sur l'économie sociale, sur le développement local et sur l'épistémologie de la géographie. Il est auteur ou coauteur de plus de 200 livres, chapitres de livre et articles dans des revues scientifiques. Il est aussi responsable de la collection Géographie contemporaine des Presses de l'Université du Québec.

•• Bonjour, Monsieur Klein. Je vous remercie d'accorder cet entretien à la revue *Organisations & territoires*.

Juan-Luis Klein. Je le fais avec plaisir.

Vous avez un parcours particulier à titre de Québécois d'origine chilienne. Pouvez-vous nous parler du contexte de votre arrivée au Québec?

J.-L. K. Parlons d'abord du Chili. Au moment du coup d'État, je travaillais à l'Universidad Técnica del Estado (UTE), aujourd'hui Universidad de Santiago, au Service d'extension, dans un dispositif mis en place comme résultat d'une entente de partenariat entre l'UTE et la fédération des travailleurs appelée Central Unitaria de Trabajadores (CUT), dans le contexte des réformes du gouvernement Allende (nationalisation d'entreprises). En fait, j'étais directeur du Département des sciences humaines et d'une école qui fonctionnait dans l'une des grandes entreprises de Santiago : Madeco. Le coup d'État de 1973

a évidemment remis tout cela en question : j'ai perdu mon emploi et j'ai été emprisonné dans un camp de concentration installé au Stade national à la suite du coup d'État, comme des milliers de personnes.

Après cette expérience traumatisante et à cause des risques pour ma sécurité sous la dictature de Pinochet, j'ai été obligé de quitter le pays. L'ambassade du Canada a répondu à ma demande. Le Canada avait un programme d'accueil des réfugiés politiques chiliens en tant qu'immigrants. J'ai donc emprunté cette voie et on m'a dirigé vers la ville de Québec dans le cadre d'un projet de régionalisation de l'immigration.

Comment avez-vous vécu votre arrivée au Québec et quelles ont été vos premières impressions sur la société québécoise?

J.-L. K. Je n'avais pas choisi précisément le Québec, dans la précipitation de mon départ, mais disons que le destin a bien fait les choses. L'intégration s'est déroulée harmonieusement, malgré les défis de réorganiser ma vie dans un nouvel environnement. Les premiers mois, j'ai exercé divers emplois, notamment plongeur au restaurant La Caravelle et préposé à l'entretien ménager de nuit à l'hôtel Concorde, tout juste ouvert au moment de mon arrivée. J'ai fait venir ma mère, qui m'a rejoint quelques mois plus tard. C'était important pour moi, car j'étais son seul soutien.

En ce qui concerne la langue, je ne parlais pas le français. J'avais suivi quelques cours de français durant mes études secondaires au Chili, mais c'était loin d'être suffisant.

Dans l'ensemble, je considère que les Chiliens ont été très bien reçus. Les milieux communautaires, associatifs et intellectuels étaient très actifs à cette époque, et il y avait une grande solidarité avec le Chili et les réfugiés chiliens. Sous un angle plus personnel, j'ai été actif dans le milieu de la solidarité avec le Chili, notamment au sein du Centre chilien Pablo Neruda, qui avait des liens forts avec les organismes communautaires. On peut dire qu'il existait un préjugé favorable envers les Chiliens, compte tenu des événements dramatiques survenus dans notre pays.

On sait que le général Pinochet était géographe. Est-ce que cela a eu une signification quelconque pour vous, compte tenu de votre propre formation en géographie?

J.-L. K. Non, pas vraiment. J'ai su quelques années après mon départ que Pinochet avait été professeur de géopolitique à l'Académie militaire de Santiago. En fait, Augusto Pinochet était peu connu avant son arrivée au pouvoir. C'était un militaire de deuxième rang, qui a visiblement su se hisser au sommet dans le contexte du coup d'État soutenu par le gouvernement étasunien. Je ne crois pas qu'on puisse associer son parcours à la géographie comme telle.

Qu'est-ce qui vous a conduit vers une carrière universitaire?

J.-L. K. C'est le hasard. Sous les conseils de quelques amis chiliens, je me suis inscrit à l'Université Laval en géographie. Des professeurs comme Paul-Yves Denis connaissaient bien l'Amérique du Sud. J'ai eu la chance d'être engagé comme assistant de recherche, ce qui m'a permis de réaliser une maîtrise sous la direction du professeur Villeneuve et d'avoir une bourse du Conseil des arts (ex-CRSH) en soutien à mes études de doctorat, sous la direction de Rodolphe De Koninck, le tout entre 1975 et 1981. Paul Villeneuve avait été formé aux États-Unis à la nouvelle géographie quantitative, mais il était préoccupé par les enjeux sociaux, un cheminement intellectuel ressemblant à celui du célèbre géographe marxiste David Harvey (Harvey, 1989). Il était très proche des groupes communautaires dans la ville de Québec, dont certains membres ont publié le célèbre *Rapport Ézop* (Ézop-Québec, 1972). Avec ces professeurs et des étudiants et étudiantes à la maîtrise et au doctorat en géographie, nous avons formé le Groupe de recherche sur l'espace, la dépendance et les inégalités (GREDIN), axé sur la géographie critique (De Koninck et collab., 1982; Klein, 2019).

Par la suite, mes démarches d'emploi m'ont amené à Rimouski, à l'UQAR, comme professeur-chercheur rattaché au Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDEQ). Dans la foulée des travaux controversés du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, des opérations dignités lancées par les citoyens et par des organismes de gestion en commun implantés dans les communautés rurales, ce groupe de recherche engagé cherchait à développer un axe de recherche sur le développement régional inégal et j'ai été embauché pour participer à ce processus. Le GRIDEQ était très engagé dans le milieu et ses bureaux étaient localisés en dehors de l'Université afin d'être proche du milieu communautaire. Cette vision de la recherche et du travail universitaire correspondait bien à mes valeurs. J'ai alors eu l'occasion de travailler avec des chercheurs en développement régional, notamment Benoit Lévesque, Serge Côté et Hugues Dionne. Ces chercheurs ont tous connu une carrière bien remplie en travaillant sur le développement régional.

Est-ce que cette expérience explique l'ouverture à la multidisciplinarité qu'on retrouve dans vos travaux et publications?

J.-L. K. En partie, mais il faut se rappeler que ma formation de base est mixte, soit en histoire et en géographie. De plus, j'ai toujours été un partisan de la géographie critique, laquelle nous amène à déborder les cadres traditionnels de la géographie pour aborder les enjeux sociaux, en particulier les enjeux du développement et des inégalités.

Votre carrière s'est ensuite poursuivie à l'UQAC. Dans quelles circonstances?

J.-L. K. J'appréciais Rimouski, mais il y a eu un affichage de poste de professeur régulier à l'UQAC, un poste attiré spécifiquement au programme de maîtrise en études et interventions régionales. J'ai été sélectionné et j'ai effectué des enseignements et des recherches sur la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. J'y ai travaillé davantage avec des personnes qui enseignaient en géographie, car celles-ci s'intéressaient plus directement à la question du développement régional, qui était mon champ de recherche, par exemple Jean Désy, Jules Dufour et Christiane Gagnon. Nous avons formé le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), qui est interdisciplinaire. À l'UQAC, j'ai également apprécié la présence d'un collègue géographe d'origine chilienne, Orlando Peña, qui avait été professeur à l'Université au Chili, avec qui j'ai mené des recherches au Nicaragua.

Nous nous sommes connus à cette époque, alors que j'étais étudiant au premier cycle en géographie. Je me souviens de vous comme étant une personne très dynamique ayant un rôle de rassembleur dans le milieu professoral, en particulier dans le champ de la recherche.

J.-L. K. Difficile de le dire soi-même, mais je suis heureux si je suis effectivement perçu de cette manière. C'est vrai que j'ai été impliqué dans la consolidation du GRIDEQ à l'UQAR, dans la création du GRIR à l'UQAC et dans le développement du CRISES à l'UQAM. J'aime travailler en équipe. Voilà pourquoi je ne veux pas prendre ma retraite trop tôt! Toutefois, je préfère proposer des orientations ou diriger des projets, plutôt que faire du travail de gestion quotidienne. La gestion est importante, mais cela ne correspond pas à mes goûts et encore moins à mes compétences.

Au cours de votre longue carrière, vous avez eu l'occasion de travailler à l'UQAR, à l'UQAC et vous êtes en poste à l'UQAM depuis 1993. Vous connaissez donc bien le réseau de l'Université du Québec (UQ). Y a-t-il des points communs entre ces universités? Peut-on parler d'une approche ou d'une signature UQ?

Je crois aux réalisations de la Révolution tranquille au Québec. L'UQ est l'une de ces réalisations. Elle relève d'une vision présente dans toutes les constituantes du réseau UQ, de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur. Ces universités fonctionnent généralement en relation avec le milieu où elles sont implantées, ce qui est un élément très positif à mes yeux.

Vos travaux s'inscrivent visiblement dans une perspective de géographie critique. Percevez-vous l'approche décoloniale de même que les nombreuses recherches sur la diversité et sur l'identité de genre en vogue en géographie comme étant le prolongement de l'approche marxiste, populaire dans les années 1970, ou comme quelque chose de différent?

J.-L. K. Selon moi, ces nouvelles tendances s'inscrivent dans la continuité de la géographie critique parce qu'elles visent toujours à combattre les inégalités sous diverses formes. Les nouveaux thèmes sont souvent plus pointus ou ciblent des groupes moins nombreux par rapport au concept traditionnel de classe sociale. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas d'une rupture, mais d'une diversification. On peut voir ces études comme de nouvelles cordes qui s'ajoutent à l'instrument que constitue la géographie critique. D'ailleurs, ce sont des enjeux qui touchent l'ensemble des sciences sociales.

Dans un autre ordre d'idées, j'aimerais discuter de vos publications. Si je ne m'abuse, vous avez publié en anglais et en espagnol, mais, contrairement à d'autres chercheurs bien connus, vos écrits sont principalement en français. Y a-t-il une raison à cela?

De manière pratique, si on veut être proche des citoyens et faire des partenariats avec les organismes du milieu, le français est indispensable au Québec. Sur un plan plus politique, la langue anglaise comme langue de publication scientifique en sciences sociales s'est imposée sous l'effet du néolibéralisme sur la science. Par ailleurs, il y a des propositions importantes dans l'univers hispanophone. Par exemple, le concept de *buen vivir* (bien vivre) est un apport important aux débats sur le développement (Fontan et Klein, 2020). J'ai joué un peu le rôle de *passer* pour la transmission de cette notion au Québec. Au final, il faut tenter de diversifier les lieux et les langues sur le plan des lectures et des publications.

En vous basant sur votre longue expérience, remarquez-vous des changements dans la vision de la géographie auprès de la population en général?

J.-L. K. La géographie dans le monde universitaire est bien représentée au Québec. Cependant, les géographes sont relativement absents des discussions sur des thèmes importants pour la province. Il y a cependant quelques exemples, comme celui d'Henri Dorion, qui a œuvré dans le champ de la toponymie et publié des livres «grand public» sur les paysages québécois (Dorion, 2022), ou de Rodolphe De Koninck, qui s'est imposé dans l'enseignement de la carte du monde et qui intervient régulièrement sur des enjeux géographiques majeurs (De Koninck, 2008). On observe aussi les apports de jeunes géographes par rapport aux questions environnementales. Malgré tout, on peut remarquer l'absence d'une vision géographique intégrée du développement du Québec.

Avec votre carrière longue et prolifique, on peut certainement vous classer parmi les grands géographes québécois. Y a-t-il des réalisations dont vous êtes particulièrement fier ou des projets ou sujets que vous auriez aimé approfondir?

J.-L. K. Je ne sais pas si je suis un grand géographe, mais je suis fier de ce que j'ai fait, en particulier de mes travaux sur l'innovation sociale au sein du CRISES. Ces travaux ont percolé jusque dans des réseaux européens et sud-américains ainsi que dans les milieux de pratique. Je dois aussi mentionner la mise en place des Ateliers de savoirs partagés (Desjardins et Simard, 2022) sur le thème de la ruralité, avec une perspective qui s'oppose au productivisme et à l'extractivisme dominants. Les expériences réalisées en collaboration avec les acteurs du village de Saint-Camille en Estrie ont été des plus fructueuses.

En ce qui a trait aux regrets, j'aurais souhaité que le projet de l'Atlas du Québec et de ses régions en ligne (Carrière et collab., 2000), lequel a été mis en place à la fin des années 1990 à l'UQAM et dans plusieurs constituantes de l'UQ, dont l'UQAC sous la direction de Majella-J. Gauthier (2010), se déve-

loppe davantage. Toutefois, ce projet imposant dépendait de plusieurs personnes et nécessitait beaucoup de ressources. Après quelques années, il a fait face à plusieurs difficultés (départ de membres de l'équipe, financement, choix des technologies, etc.).

Juan-Luis Klein, merci de nous avoir livré ce témoignage. Bonne continuation!

J.-L. K. C'est moi qui te remercie. J'ai été content de discuter avec toi, Martin, à titre d'ancien étudiant qui a fait son chemin dans le monde de la géographie universitaire.***

La revue Organisations & territoires remercie monsieur Klein pour le temps accordé à cette entrevue enrichissante.

RÉFÉRENCES

- Carrière, J. et Klein, J.-L. (2000). L'Atlas du Québec et de ses régions : mettre la carte au service du développement. *Comité français de cartographie*, 2000(164-165), 6-15. <https://www.lecf.fr/new/articles/164-article-2.pdf>
- De Koninck, R. (2008). *Profession géographe*. PUM.
- De Koninck, R., Lavertue, R. et Raveneau, J. (1982). *Le développement inégal dans la région de Québec*. PUL.
- Desjardins, F. et Simard, J. (2022). Juan-Luis Klein et Pierre-André Tremblay du projet Ateliers des savoirs partagés. *Organisations & Territoires*, 31(1), 155-160. <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n1.1456>
- Dorion, H. (2022). *Ce que cachent les noms de lieux*. MultiMondes.
- Ézop-Québec. (1972/1981). *Une ville à vendre*. Éditions coopératives Albert Saint-Martin.
- Fontan, J. et Klein, J.-L. (2020). Le bien vivre : une nouvelle scène territoriale pour la transformation sociétale? Dans M. Juan, J.-L. Laville et J. Subirats (dir.), *Du social business à l'économie solidaire* (p. 217-232). Érés.
- Gauthier, M.-J. (2010). L'Atlas électronique du Saguenay-Lac-Saint-Jean – Neuf années de production : quel rayonnement et quelle continuité? *Organisations & Territoires*, 19(1), 69-76. <https://doi.org/10.1522/revueot.v19n1.388>
- Harvey, D. (1989). *The urban experience*. Johns Hopkins University Press.
- Klein, J.-L. (2019). Radical geography goes francophone. Dans T. Barnes et E. Sheppard (dir.), *Spatial histories of radical geography: North America and beyond* (p. 273-299). John Wiley & Sons.
- Laurin, S., Klein, J.-L. et Tardif, C. (dir.). (2001). *Géographie et société : vers une géographie citoyenne*. PUQ.

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v34n1.1923>

